

# A Trappes, une association de musulmans pèse sur le jeu politique pour faire plier les élus

Son président invoque la « masse critique » du nombre de pratiquants de l'islam au sein de la population

LES FIDÈLES prient toujours au pied d'un HLM. A Trappes (Yvelines), où la population musulmane est estimée à quelque 7 500 individus – soit le quart de la population

## REPORTAGE

### Des « convois » pour inscrire les jeunes musulmans sur les listes électorales

de la ville –, ils attendent toujours leur nouvelle mosquée, et leur patience est devenue un enjeu politique qui pèse sur l'agglomération.

Depuis le milieu des années 1990, la jeune génération qui a pris la tête de l'Union des musulmans de Trappes (UMT) s'est donné pour mission d'ériger, au cœur de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, l'une des plus grandes mosquées de France. Les commu-

nistes, qui ont tenu la mairie jusqu'en 2001, étaient hostiles au projet. Aussi l'UMT s'est-elle saisie de l'« outil » politique pour ne plus le lâcher. Le président de l'association, Jaouad Alkhaliki, a développé une théorie : « Trappes est un exemple où il y a – comme on dit en physique nucléaire – la "masse critique" de musulmans qui permet au moins de faire réfléchir les politiques, si ce n'est de les faire plier », explique-t-il dans une étude effectuée par le Centre de sociologie des organisations (CNRS).

Devancé aux municipales de 1995 par la liste du PCF, avec laquelle il a dû fusionner, l'adjoint à l'urbanisme (app. PS) Guy Malandain a vite compris l'intérêt de se démarquer des communistes. Vice-président du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), où les socialistes sont majoritaires, il a proposé de construire une mosquée au centre géographique de Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais le président de l'UMT la veut à Trappes. Franco-Marocain venu

de Strasbourg, proche de certains cercles des Frères musulmans, M. Alkhaliki a fait de sa vie une « mission » pour l'islam. A la faveur des municipales de 2001, cet informaticien de 35 ans va distiller la menace électorale pour faire plier le maire (PCF), Jacques Monquaut.

En janvier 2000, les musulmans manifestent au slogan : « Ma mosquée va craquer, Monquaut va sauter ». Moins d'un an plus tard, alors que la municipalité hésite encore, l'UMT organise des « convois » vers la mairie pour inscrire les jeunes musulmans sur les listes électorales. Le maire capitule alors, mais l'UMT lance des appels implicites à voter Malandain. Résultat : à la veille du premier tour, l'UMT dispose d'un terrain et d'un permis de construire.

Le 11 mars 2001, l'adjoint à l'urbanisme arrive en tête, devançant les communistes de 212 voix. La fusion des deux listes de gauche scelle son élection. Fort de ce premier succès, l'UMT n'a pas déserté

le terrain politique. Peinant à rassembler les fonds nécessaires pour démarrer les travaux, son président a mis la pression sur le président (PS) du SAN, Robert Cadalbert : il jure publiquement que celui-ci lui a promis « une aide », puis annonce que « M. Cadalbert va perdre son siège. »

#### INFLUENCE RÉELLE

Bluff ou non, c'est la position de M. Malandain qui devient inconfortable : Trappes est le pivot des équilibres politiques de la ville nouvelle – comme l'a bien noté la droite, qui fait à son tour des œillades aux musulmans. « Si on fait tomber Trappes, on fait tomber le SAN », explique-t-on à la mairie voisine d'Élancourt, dirigée par le député (UMP), Jean-Michel Fourgous. Avouant ignorer l'influence réelle des musulmans de Trappes, les élus semblent avoir admis la théorie de la « masse critique ». Aux législatives de juin 2002, raconte M. Alkhaliki, « on a invité les deux candidats à la députation – Catherine Tasca et

Jean-Michel Fourgous – pour leur dire : "Dans le cas où vous seriez élus, qu'est-ce que vous feriez pour les musulmans ?" »

« C'était marrant, il y avait de la surenchère, se souvient un élu de Trappes. On a assisté à une déclaration du premier adjoint [d'Élancourt]. "Il faudrait pousser le SAN pour avoir cet abattoir ; je suis prêt à soutenir ce projet". » Voilà annoncé, après la mosquée, le prochain enjeu électoral : l'abattoir que réclament les musulmans de la région depuis plusieurs années.

Les « retours de bâton » étaient inévitables, expliquent aujourd'hui ceux qui soupçonnent M. Malandain d'avoir « pactisé » avec l'UMT aux municipales. Evoquant la nomination d'un ancien responsable de l'association musulmane comme « chargé de mission » au grand projet de ville (GPV), certains vont jusqu'à redouter une stratégie d'« infiltration » à la mairie. « Ils ne sont pas en capacité de le faire », répond le maire. « Cette image de pieuvre, ça me fait

rire », répond quant à lui M. Alkhaliki, assurant que son seul but est de faire comprendre aux musulmans « qu'ils ont une place dans cette société et qu'ils doivent s'investir ». A la fin du mois d'avril, des femmes manifestant pour « le droit de porter le voile à l'école, le droit [pour les femmes voilées d'être embauchées à la mairie [et d'avoir des horaires de piscine spécifiques] » sont ainsi venues trouver M. Malandain ; mais leur démarche est restée vaine.

Convaincus que l'UMT ne se contentera pas de « défendre les intérêts des musulmans », certains évoquent déjà la constitution d'une liste des musulmans de Trappes aux prochaines élections. Face à cette perspective, le maire se dit « serein », jugeant les musulmans de Trappes « plus raisonnables » que M. Alkhaliki. « C'est un intellectuel qui veut aller trop vite, trop loin », explique l'élu, et pas dans la tradition de cette ville. »

Thomas Deltombe